

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
13 place de la Paix
15000 AURILLAC

Aurillac, le 07/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCIETE FROMAGERE DE RIOM

RTE SAINT-ETIENNE DE CHOMEIL
15400 RIOM ES MONTAGNES

Références : 20220707-RAPINSP-15-155-SFR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2022 dans l'établissement SOCIETE FROMAGERE DE RIOM implanté RTE SAINT-ETIENNE DE CHOMEIL 15400 RIOM ES MONTAGNES. L'inspection a été annoncée le 10/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans le cadre du suivi d'un plan d'actions mis en œuvre par le groupe Lactalis vis à vis de la gestion des rejets du site, dans le contexte d'engagements du groupe auprès du ministère de la transition écologique. Il s'agit également, dans un contexte de changement d'interlocuteurs, de faire un point de situation administrative du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE FROMAGERE DE RIOM
- RTE SAINT-ETIENNE DE CHOMEIL 15400 RIOM ES MONTAGNES
- Code AIOT dans GUN : 0005601317
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED-MTD

L'unité de production exploitée par la Société fromagère de Riom relève de l'autorisation, autorisée par arrêté préfectoral délivré le 13/03/1995 modifié par plusieurs arrêtés complémentaires, pour une capacité de 604 500 litres/jour d'équivalent lait traités. Cette usine exploite un forage autorisé pour prélèvement d'eau dans le milieu naturel.

La Société fromagère de Riom appartient depuis 1991 au groupe Lactalis. L'usine de Riom-ès-Montagnes compte 190 salariés. Elle collecte le lait auprès de 220 producteurs dans un rayon de 100 km autour de Riom.

L'entreprise fabrique, affine et conditionne des fromages (dont AOP Cantal et Bleu d'Auvergne, Saint-Nectaire)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- point de situation générale : interlocuteurs, actes administratifs réglementant le site, évolutions, rubriques ICPE
- point avancement travaux station épuration et réseaux, en lien avec les engagements pris par le groupe Lactalis auprès du Ministère de la transition écologique
- suite incident du 13 mai : plan d'actions, articulation avec les travaux programmés rappelés ci-dessus

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite a permis à l'inspecteur de découvrir le site, en identifiant certains points plus spécifiques en termes d'enjeux environnementaux associés. Outre le point principal lié aux rejets aqueux, les échanges ont porté sur le risque ammoniac, les tours aéroréfrigérantes (risque sanitaire), les énergies (GNL).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Modification station épuración – gestion effluents Modification Tours aéroréfrigérantes Modification bassin confinement eaux	Code de l'environnement du 15/06/2022, article R. 181-46 Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 1.4.1	Suite de mise en demeure	3 Porter à connaissance attendus
cessation partielle activité	Code de l'environnement du 15/06/2022, article R.512-66-1 1°	/	Porter à connaissance attendu avec éléments justificatifs

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
rapport accident	Code de l'environnement du 15/06/2022, article R.512-69	/	Accident déclaré – plan actions engagé
épandage boues	Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 8-1	/	Instruction avec Rapport séparé
rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 9-2.1	/	Suivi autosurveillance GIDAF
rapportage	Code de l'environnement du 15/06/2022, article R.512-75	/	Déclaration annuelle GERP

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines modifications n'ont pas fait l'objet d'un porter à connaissance préalable. C'est le cas pour la modification sur les tours aéroréfrigérantes intervenue début 2022 alors même que le classement ICPE pour la rubrique concernée est relevé. Les modifications liées aux travaux d'amélioration de la gestion des effluents liquides nécessitent un porter à connaissance :

- un porter à connaissance STEP : a minima descriptif, plans extraits du permis de construire, modalités de gestion environnementale en phase travaux, calendrier prévisionnel temps les travaux sur la station d'épuration
- un porter à connaissance pour travaux ultérieurs bassin de confinement : plans, justificatifs de dimensionnement (D9-D9A, avis SDIS)

Les travaux issus du dernier incident ayant conduit à une pollution du ruisseau des Sarrazins ont pu être vérifiés. Il appartient à l'exploitant de rester vigilant sur les rejets aqueux de son établissement, que ce soit en fonctionnement normal ou accidentel.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Modification Tours aéroréfrigérantes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/06/2022, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Il n'a pas été réalisé de porter à connaissance avant réalisation des travaux sur la tours aéroréfrigérantes, alors même que les caractéristiques faisaient changer de classement au titre de la rubrique 2921 ICPE (passage de D à E)
Observations : néant
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : attente porter à connaissance

Nom du point de contrôle : Modification Station -gestion effluents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/06/2022, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Il n'a pas été réalisé de porter à connaissance relatif aux travaux à venir prochainement sur la station d'épuration (a minima extraction de pièces du dossier de demande de permis de construire, implantation, descriptif des installations, gain attendu)
Observations : néant
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : attente porter à connaissance

Nom du point de contrôle : Modification – confinement eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative, porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Un porter à connaissance relatif au bassin de confinement en lien avec la récupération des éventuelles eaux d'extinction en cas d'incendie est à fournir avec les justificatifs liés à son dimensionnement (D9 - D9A - avis SDIS), en explicitant les modalités de fonctionnement (dispositifs éventuels de relevage/pompage avec ou non capacité de stockage intermédiaire pour couverture large du site)
Observations : néant
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : attente porter à connaissance

Nom du point de contrôle : cessation partielle activite

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/06/2022, article R.512-66-1 I°
Thème(s) : Situation administrative, suppression rubrique ICPE sur site A
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. « Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. » « Lorsque la notification concerne une installation classée soumise à déclaration incluse dans : « - un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 1 du présent chapitre ;
Constats : Il n'a pas été fourni de dossier de cessation partielle d'activité pour la suppression du stockage d'hydrocarbures (remplacé par GNL), avec les justificatifs de gestion (nettoyage/dégazage - enlèvement cuve)
Observations : néant
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : attente dossier cessation partielle avec justificatifs enlèvement filière déchets (BSDD-factures)

Nom du point de contrôle : rapport accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/06/2022, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, suivi accident-actions correctives
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation " , à enregistrement " ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant « au préfet et » à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident « les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, » les effets sur les personnes et l'environnement « les mesures d'urgence prises, » les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. « Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »
Constats : L'incident de pollution de la Véronne (ruisseau des Sarrazins) en date du 13 mai 2022 a fait l'objet d'un rapport d'accident. Un plan d'actions a été mis en oeuvre par l'exploitant, notamment des mesures physiques (condamnation d'un regard d'eaux pluviales, ajout d'une murette de confinement d'éventuels débordement d'un tank de sérum).
Observations : néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : épandage boues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 8-1
Thème(s) : Risques chroniques, modification plan épandage
Prescription contrôlée : L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des boues issues de la station d'épuration de l'entreprise sur les parcelles dont le plan figure dans le dossier de demande d'autorisation déposé à la préfecture du Cantal
Constats : Un porter à connaissance pour extension du plan d'épandage des boues, sans remettre en cause les quantités à traiter, sans adjonction de nouvelle commune, a été déposé en préfecture courant 2021. Ce dossier fait l'objet d'un rapport spécifique de l'inspection des installations classées.
Observations : néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2010, article 9-2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions et autosurveillance
Prescription contrôlée : Fréquence et modalités de l'autosurveillance – résultats transmis à inspection des installations classées
Constats : Conforme. Autosurveillance réalisée par l'exploitant avec rapportage sur la base GIDAF : eaux de surface et tourd aéroréfrigérantes. La périodicité est respectée.
Observations : néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : rapportage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/06/2022, article R.512-75
Thème(s) : Risques chroniques, déclaration annuelle GERE
Prescription contrôlée : l'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à enregistrement adresse au préfet, au plus tard le 31 mars de chaque année, pour chaque installation, la déclaration des émissions polluantes et des déchets que produit son installation. Cette déclaration est adressée par voie électronique.
Constats : Déclaration annuelle GERE réalisée.
Observations : néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

